

LE PROBLEME DE DISCIPLINE BUDGETAIRE, L'EVENEMENT EVOQUE AU DEBUT DE LA SEMAINE PAR LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES QUI Y REVIENDRONT ULTERIEUREMENT, A SURTOUT ETE INVOQUE PAR LA DELEGATION PARLEMENTAIRE A L'OCCASION DE LA PROCEDURE DE CONSULTATION POUR SOULIGNER L'IMPORTANCE QUE LE PARLEMENT ATTACHE A UNE SOLUTION CONFORME A SES PREROGATIVES. ENFIN, EN MATIERE D'AUGMENTATION DES RESSOURCES PROPRES, QUI FAIT L'OBJET DE DIVERGENCES DE VUES ENTRE CONSEIL ET PARLEMENT, LA COMMISSION A DECIDE CETTE SEMAINE DE MAINTENIR SA PROPOSITION.

2.2 CONSEIL AGRICOLE

A) SECTEUR VITI-VINICOLE

SUR LE DOSSIER "ADAPTATION DE LA REGLEMENTATION VITI-VINICOLE", AUCUN PROGRES N'A PU ETRE REALISE PAR RAPPORT AU 1ER OCTOBRE, LES DELEGATIONS MAINTENANT, POUR L'ESSENTIEL, LEURS POSITIONS ANTERIEURES. EN PARTICULIER, LA DELEGATION ITALIENNE CONTINUE DE S'OPPOSER A UN SYSTEME PREVOYANT UN DECLENCHEMENT AUTOMATIQUE DE LA DISTILLATION OBLIGATOIRE ET LES DELEGATIONS ALLEMANDE ET LUXEMBOURGEOISE MAINTENANT UNE RESERVE DE FOND VIS-A-VIS DE L'INTERDICTION DES PRATIQUES DE SUCRAGE POUR LES VINS DE TABLE.

B) HUILE D'OLIVE

LE CONSEIL A PU SE METTRE D'ACCORD SUR LE PRIX REPRESENTATIF DE MARCHÉ POUR LA CAMPAGNE 1984/85. PAR AILLEURS, IL EST PREVU QUE LA COMMISSION AURA LA FACULTE DE PROPOSER, EN COURS DE CAMPAGNE, DES MODIFICATIONS DU NIVEAU DE L'AIDE A LA CONSOMMATION EN FONCTION DE L'EVOLUTION DES COURS DES HUILES CONCURRENTES (LE RAPPORT RETENU ACTUELLEMENT A ETE PORTE DE 2.2:1 A 2.3:1).

C) EXPORTATIONS DE BEURRE VERS LES PAYS TIERS
APRES UN ECHANGE DE VUES SUR L'ETAT ET LES PERSPECTIVES D'ECOULEMENT DES STOCKS, DEUX DELEGATIONS, AU NIVEAU DU CONSEIL "AGRICOLE" AINSI QU'AU NIVEAU DU CONSEIL "AFFAIRES GENERALES", ONT EXPRIME LEURS PREOCCUPATIONS SUR LA FACON DONT LA COMMISSION A TRAITE CETTE QUESTION, NOTAMMENT SUR LA

DIFFICULTE DE LA POSITION COMMUNAUTAIRE DANS LES ENCEINTES INTERNATIONALES AINSI QUE SUR LE COUT DES TRANSACTIONS ENVISAGEES.

M. DALSAGER AINSI QUE LES VICES-PRESIDENTS DAVIGNON ET HAFERKAMP ONT SUCCESSIVEMENT RAPPELE LES RAISONS QUI AVAIENT AMENE LA COMMISSION A ADOPTER SA PROPOSITION EN INSISTANT NOTAMMENT SUR LES CONTRAINTES DUES A LA GESTION EXTREMEMENT COUTEUSE DES STOCKS, TOUT EN TENANT COMPTE DES OBLIGATIONS INTERNATIONALES DE LA COMMUNAUTE. LA COMMISSION EST DECIDEE A DEFENDRE SA POSITION DEVANT LES INSTANCES COMPETENTES (GATT). LA PRESIDENCE A INDIQUE QUE LE CONSEIL AVAIT CONCLU A LA COMPETENCE DE LA COMMISSION EN LA MATIERE.

2.3 RAPPORT "CONVERGENCE"

LA COMMISSION A EXAMINE LE PROJET DE RAPPORT ECONOMIQUE ANNUEL 1984/85 QUE LA COMMISSION DOIT SOUMETTRE TANT AU PARLEMENT QU'AU CONSEIL. LE RAPPORT DE CETTE ANNEE EST CENTRE SUR LE PROBLEME DU CHOMAGE. SON THEME PRINCIPAL EST LA NECESSITE DE REALISER UNE CROISSANCE FORTE ET DURABLE DE L'EMPLOI DANS LA COMMUNAUTE, CROISSANCE QUI DOIT DONC ETRE COMPATIBLE AVEC LES OBJECTIFS DE STABILISATION.

UN CERTAIN NOMBRE D'AMENAGEMENTS ONT ETE SUGGERES QUE M. ORTOLI A ACCEPTE DE PRENDRE EN COMPTE. IL A ETE CHARGE DE METTRE AU POINT LE RAPPORT EN ACCORD AVEC LE PRESIDENT DE LA COMMISSON, EN VUE D'UNE TRANSMISSION RAPIDE AUX DEUX AUTRES INSTITUTIONS.

2.4 PECHE : TAC ET QUOTAS PROVISoire 1985

SUR PROPOSITION DE M. CONTOGEOGIS, LA COMMISSION A ADOPTE SES PROPOSITIONS AU CONSEIL, FIXANT POUR LA PECHE LES ''TAC ET QUOTAS'' DE 1985, C'EST-A-DIRE LE TOTAL DES CAPTURES A EFFECTUER POUR LES ESPECES DITES SENSIBLES ET LEUR REPARTITION ENTRE LES DIVERSES FLOTTES DE PECHE DE LA COMMUNAUTE.

LA PLUPART DES CHIFFRES PROPOSES PAR LA COMMISSION S'ECARTENT PEU DE CEUX DE LA PRESENTE ANNEE. ILS TIENNENT COMPTE DES ESTIMATIONS SCIENTIFIQUES QUI ONT ETE FAITES SUR L'ETAT DES STOCKS DES DIFFERENTES ESPECES. L'OBJECTIF PRINCIPAL DE LA COMMISSION EN LA MATIERE EST DE RENDRE AUSSI STABLES QUE POSSIBLE LES ACTIVITES DE PECHE DANS LA COMMUNAUTE, SANS COMPROMETTRE CEPENDANT LA CONSERVATION DES ESPECES MENACEES.

2.5 ACIER : VOLET SOCIAL

LE CONSEIL A ADOPTE LA DECISION CONCERNANT UNE CONTRIBUTION A LA CECA A CHARGE DU BUDGET GENERAL DES COMMUNAUTES (VOLET SOCIAL SIDERURGIE 1983-86). CETTE CONTRIBUTION DE 62,5 MIO ECUS VISE A ASSURER LE FINANCEMENT COMMUNAUTAIRE DES ALLOCATIONS SPECIALES TEMPORAIRES DE READAPTATION ACCORDEES AUX TRAVAILLEURS DES ENTREPRISES SIDERURGIQUES ET DES MINES DE FER DONT L'EMPLOI EST SUPPRIME OU MENACE PAR LES RESTRUCTURATIONS.

3. ELARGISSEMENT

3.1 TRAVAUX DU CONSEIL ''AFFAIRES GENERALES''

LE CONSEIL A MIS AU POINT LES DOSSIERS DU ''MINI-PAQUET'' RESTES OUVERTS (POSITIONS QUI ONT ETE COMMUNIQUEES AUX NEGOCIATEURS MINISTERIELS DES DEUX PAYS CANDIDATS) A SAVOIR LES DECLARATIONS SUR L'HUILE D'OLIVE ET LES HAUTS TARIFS INDUSTRIELS ESPAGNOLS, AINSI QUE SUR LE SUCRE ACP POUR LE PORTUGAL (DEJA ADOPTEE LES 17/18 OCTOBRE) ET LES AFFAIRES SOCIALES (ACCORD INTERVENU AU COREPER LA SEMAINE DERNIERE).

PAR AILLEURS, LE CONSEIL A CHARGE LE COREPER DE PRENDRE POSITION SUR L'ACIER, SUR LA BASE D'UN DOCUMENT DE LA COMMISSON CONCERNANT LA RESTRUCTURATION DE LA SIDERURGIE ESPAGNOLE, DE MANIERE A CE QUE LES CONTACTS AVEC LA DELEGATION ESPAGNOLE PUISSENT COMMENCER AVANT LE 12 NOVEMBRE.

LE CONSEIL S'EST EGALEMENT MIS D'ACCORD SUR LE CALENDRIER SUIVANT :

- REPRISE DES TRAVAUX A DIX AU COURS DE LA RENCONTRE INFORMELLE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES DES 3 ET 4 NOVEMBRE ET REUNIONS SPECIALES LES 12 ET 13 NOVEMBRE (A CONFIRMER) AINSI QUE LE 26 NOVEMBRE.

- NEGOCIATION DIRECTE AU NIVEAU MINISTERIEL AVEC LES DEUX PAYS CANDIDATS LES 27 ET 28 NOVEMBRE.

- LE CONSEIL EUROPEEN DEVRAIT, DANS L'OPTIQUE DE LA PRESIDENCE, ETRE APPELE A FAIRE LE CONSTAT DE LA FIN DES NEGOCIATIONS.

MARDI, LE CONSEIL A APPROFONDI LA DISCUSSION SUR CERTAINS ASPECTS DU CHAPITRE DE L'AGRICULTURE POUR L'ESPAGNE (NOTAMMENT SUR LES PRODUITS LES PLUS SENSIBLES) AINSI QUE SUR LE DOSSIER DE LA PECHE.

3.2 PORTUGAL

AU LENDEMAIN DE LA CEREMONIE DE SIGNATURE A DUBLIN PAR LE PRESIDENT EN EXERCICE DU CONSEIL, M. FITZGERALD ET LE VICE-PRESIDENT NATALI DE LA ''DECLARATION POLITIQUE COMMUNE'', LA DELEGATION PORTUGAISE -CONDUITE PAR LE PREMIER MINISTRE MARIO SOARES- A ETE RECUE JEUDI AU SIEGE DE LA COMMISSION PAR LE PRESIDENT THORN ET LE VICE-PRESIDENT NATALI, POUR UN ECHANGE DE VUES POLITIQUE SUR L'ETAT DES NEGOCIATIONS ET LES PERSPECTIVES DE LEUR PROCHAINE CONCLUSION.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 TOKYO ROUND : TARIFF ACCELERATION

IN THE LIGHT OF ITS PREVIOUS DECLARATIONS OF 19 DECEMBER 1983 AND 14 MAY 1984 ON THIS SUBJECT, THE COUNCIL DECIDED AS FOLLOWS:

- TARIFF REDUCTIONS DUE ON 1.1.1986 SHOULD BE ADVANCED TO 1.7.1985 ON THE UNDERSTANDING THAT MAJOR TRADING PARTNERS INCLUDING THE UNITED STATES TAKE SIMILAR ACTION.

- IN THE MEAN TIME, TARIFF REDUCTIONS DUE ON 1.1.1986 SHOULD BE ADVANCED TO 1.1.1985 FOR CERTAIN PRODUCTS OF PARTICULAR INTEREST AND BENEFIT TO DEVELOPING COUNTRIES. THE LIST OF PRODUCTS TO BE DRAWN UP BY THE COMMISSION WITH THE ARTICLE 113 COMMITTEE WITH A VIEW TO COMPLETING THE APPROPRIATE COUNCIL PROCEDURES BY 30 OCTOBER.

4.2 NEGOCIATIONS ACP-CEE

LE CONSEIL A FAIT BRIEVEMENT LE POINT SUR LES NEGOCIATIONS.

LE MONTANT DU VOLUME GLOBAL, AINSI QUE LES SUJETS ENCORE OUVERTS ET NOTAMMENT LA QUESTION DES DROITS DE L'HOMME, SERA EXAMINE LORS DE LA REUNION INFORMELLE (TYPE ''GYMNICH'') DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES PREVUE A DROMOLAND CASTLE LES 3 ET 4 NOVEMBRE PROCHAINS.

DEVANT LE PARLEMENT, M. PISANI A DRESSE UN BILAN DE L'ETAT DES NEGOCIATIONS. EN CE QUI CONCERNE LES DROITS DE L'HOMME, UN ACCORD EST INTERVENU POUR QUE FIGURE DANS LES DISPOSITIONS GENERALES UN ARTICLE QUI DISPOSE QUE LE DEVELOPPEMENT A UNE FINALITE HUMAINE. LA COMMUNAUTE VOUDRAIT CEPENDANT QU'UNE REFERENCE EXPLICITE ET SOLENNELLE SOIT FAITE.

SUR LA QUESTION DU FED, C'EST AU CONSEIL QU'IL APPARTIEND DE PRENDRE LA DECISION DE REDELIBERER SUR LE MONTANT OU DE LE LAISSER TEL QUEL.

ON NOTERA A CET EGARD AVEC INTERET LA RESOLUTION ADOPTEE ENSUITE PAR LE PARLEMENT QUI FAIT ESSENTIELLEMENT APPEL AUX RESPONSABILITES DU CONSEIL POUR UNE AGUMENTATION IMPORTANTE DES CREDITIS DESTINES A L'OMC III ET RAPPELLE SA POSITION EN FAVEUR D'UNE REFERENCE CLAIRE DANS LA CONVENTION AUX DROITS FONDAMENTAUX DE L'HOMME ET AU RESPECT DE LA DIGNITE HUMAINE COMME UN DES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA COOPERATION ACP-CEE.

CALENDRIER DES CHAINS TRAVAUX :
- COREPER MARDI, 30 OCTOBRE AVEC M. PISANI QUI EXPOSERA LES
VUES DE LA COMMISSION POUR UN COMPROMIS D'ENSEMBLE.
- 3/4 NOVEMBRE : INFORMELLE MINISTRES A.E.
- 6 NOVEMBRE : COORDINATION COMMUNAUTAIRE.
- 7 NOVEMBRE : REUNION DES DEUX CO-PRESIDENTS ET DU
REPRESENTANT DE LA COMMISSION SUR BASE DE LA PROCEDURE AGREEE.

4.3 JORDANIE : 1ER CONSEIL DE COOPERATION (23.10)

THE EEC-JORDAN COOPERATION COUNCIL MET FOR THE FIRST TIME IN LUXEMBOURG ON 23 OCTOBER ON THE OCCASION OF A EUROPEAN FOREIGN MINISTERS MEETING. THE TWO DELEGATIONS WERE LED BY MR. T. MASRI AND MR. P. BARRY, MINISTERS OF FOREIGN AFFAIRS OF JORDAN AND IRELAND RESPECTIVELY. THE COMMISSION WAS REPRESENTED BY MR. E. PISANI.

THE COUNCIL EXPRESSED ITS FULL SATISFACTION WITH THE PROGRESS OF ECONOMIC, TECHNICAL AND FINANCIAL COOPERATION AND DISCUSSED WAYS OF FURTHER IMPROVING IT IN THE FUTURE. OTHER POINTS DEALT WITH WERE THE IMPLEMENTATION OF TRADE PROVISIONS AND COOPERATION BETWEEN THE EUROPEAN AND JORDANIAN PARLIAMENTS.

4.4 PAKISTAN

THE GENERAL AFFAIRS COUNCIL APPROVED NEGOTIATING DIRECTIVES FOR A NEW COOPERATION AGREEMENT WITH PAKISTAN.

THE PROPOSAL FOR NEGOTIATING DIRECTIVES HAD BEEN SENT TO THE COUNCIL IN FEBRUARY OF THIS YEAR AND WAS DEBATED IN THE COUNCIL IN JUNE. THE RESERVE PLACED ON THE CLAUSE RELATING TO DEVELOPMENT WAS LIFTED BY THE GREEK DELEGATION THIS WEEK. BEFORE NEGOTIATIONS CAN COMMENCE THE LUNS/WESTERTEP PROCEDURE IN RELATION TO THE PARLIAMENT WILL NEED TO BE FOLLOWED.

THE MANDATE AGREED BY THE COUNCIL WOULD PERMIT THE COMMISSION TO NEGOTIATE AN AGREEMENT COMPARABLE WITH THE AGREEMENT WITH INDIA AND ASEAN AND BROADER IN SCOPE THAN THE CURRENT COMMERCIAL COOPERATION AGREEMENT WITH PAKISTAN SIGNED IN 1976.

4.5 YOUgosLAVIE : COOPERATION INDUSTRIELLE

UNE CINQUANTAINES DE PROFESSIONNELS ONT PARTICIPE A LA RENCONTRE ENTRE LES ASSOCIATIONS DU SECTEUR DES METAUX NON FERREUX QUI S'EST TENUE A SARAJEVO DU 16 AU 19 OCTOBRE. LA RENCONTRE, ORGANISEE PAR LES DG I ET III ET LA CHAMBRE FEDERALE, AVAIT POUR BUT D'IDENTIFIER LES DOMAINES DE COOPERATION D'INTERET MUTUEL, CONFORMEMENT A LA DECISION DU CONSEIL DE COOPERATION.

LES REPRESENTANTS YOUgosLAVES ONT PARTICULIEREMENT INSISTE POUR BENEFICIER D'INVESTISSEMENTS COMMUNAUTAIRES EN VUE DE DEVELOPPER LES CAPACITES DE TRANSFORMATION DE L'INDUSTRIE DU SECTEUR ET D'ACCROITRE AINSI L'EXPORTATION DES PRODUITS FINIS ET DEMI FINIS VERS LA CEE. DU COTE DE LA COMMUNAUTE, ON S'EST EFFORCE DE FAIRE COMPRENDRE LES LIMITES D'UNE TELLE ORIENTATION. LES PARTICIPANTS, APRES AVOIR CLARIFIE LES POSITIONS RESPECTIVES, ONT DECIDE DE CONTINUER LE DIALOGUE SUR UNE BASE PLUS REGULIERE. A CET EFFET, ILS ONT DECIDE DE CREER, AD REFERENDUM, UN COMITE PERMANENT DES METAUX NON-FERREUX ET DE REUNIR LES GROUPES SECTORIELS (CUIVRE, ALUMINIUM, PLOMB, ZINC) SUR UNE BASE AD HOC.

4.6 AMERIQUE LATINE : VISITES OFFICIELLES DU PRESIDENT THORN

LE PRESIDENT THORN SE RENDRA LA SEMAINE PROCHAINE, A L'INVITATION DES GOUVERNEMENTS DE CES PAYS, EN VISTES OFFICIELLES AU VENEZUELA, EN COLOMBIE ET AU PEROU.

DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DE COOPERATION SIGNE EN DECEMBRE DERNIER AVEC LE PACTE ANDIN, LE PRESIDENT S'ENTRETIENDRA EGALEMENT AVEC LES MEMBRES DE LA JUNTA A LIMA. LE PRESIDENT THORN A EU EGALEMENT CE MERCREDI A STRASBOURG UN ENTRETIEN AVEC LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ARGENTINE, M. RAOUL ALFONSIN, QUI ETAIT L'HOTE DU PARLEMENT EUROPEEN.

4.7 MEDITERRANEE SUD ET EST : DECISIONS

LA COMMISSION VIENT DE DECIDER, DANS LE CADRE DES ACCORDS DE COOPERATION CONCLUS AVEC CES PAYS, LE FINANCEMENT DES PROJETS SUIVANTS :

MAROC :

OPERATION DE CREDIT EN FAVEUR DES PETITS AGRICULTEURS.

AIDE NON REMBOURSABLE : 14 MIO ECUS.

PRET SPECIAL : 10 MIO ECUS.

CETTE AIDE CONSTITUE, COMME LE RECENT PRET DE LA BEI DE 20 MIO ECUS (NOTRE TELEX DU 5 OCTOBRE) UNE CONTRIBUTION AU PROGRAMME TRIENNAL DE LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE EN FAVEUR DES PETITES EXPLOITATIONS, PARTICULIEREMENT TOUCHEES PAR LA SECHERESSE.

SYRIE :

ASSAINISSEMENT ET IRRIGATION D'UNE SUPERFICIE AGRICOLE DE 10 000 HA DANS LE BASSIN DE L'EUPHRATE DANS LE CADRE D'UNE ACTION A GRANDE ECHELLE DONT LE FINANCEMENT A PLUSIEURS ORIGINES, DONT LA BIRD. LE PROJET SERA COFINANCE PAR LA BEI. L'ACTION DE LA COMMISSION PORTE SUR 10 MIO ECUS DONT 700 000 ECUS DE PRETS SPECIAUX.

4.8 TEXTILES

A) GATT

THE GATT TEXTILES COMMITTEE MET IN GENEVA ON 17 AND 22 OCTOBER TO CARRY OUT ITS MAJOR REVIEW OF THE CURRENT MFA. IN HIS STATEMENT TO THE TEXTILES COMMITTEE THE COMMUNITY REPRESENTATIVE UNDERLINED THE FACT THAT THE TEXTILES AND CLOTHING SECTOR IN THE COMMUNITY, BEING FACED WITH A STAGNANT MARKET, WAS STILL GIVING RISE TO CONCERN. THIS SITUATION IS NOT LIKELY TO CHANGE IN THE NEXT FEW YEARS.

B) TUNISIA

DISCUSSIONS BETWEEN THE COMMUNITY AND TUNISIA ON THE RENEWAL OF THE PRESENT TEXTILES ARRANGEMENT FOR THE PERIOD 1985-1986 WERE HELD IN BRUSSELS ON 22 OCTOBER.

4.9 ACIER : VOLET EXTERNE

COMME PREVU, LE CONSEIL A FORMELLEMENT ADOPTE LES ORIENTATIONS EN VUE DE L'OUVERTURE DES NEGOCIATIONS POUR LE RENOUELEMENT DES ARRANGEMENTS AVEC LES PAYS TIERS. LA LEGERE AMELIORATION ANNONCEE SUR LES QUANTITES A ETE FIXEE A 10-0/0 DES CHIFFRES DE L'ANNEE DE REFERENCE 1980 (CONTRE 12.5-0/0 EN 1984). LES NEGOCIATIONS POURRONT COMMENCER DEBUT NOVEMBRE.

4.10 CREDITS A L PORTATION

LE CONSEIL A PROROGÉ L'APPLICATION DE CERTAINES LIGNES DIRECTRICES DANS LE DOMAINE DES CREDITS A L'EXPORTATION BENEFICIAINT D'UN SOUTIEN PUBLIC JUSQU'AU 15 AVRIL 1985. SUITE AUX PREOCCUPATIONS EXPRIMEES PAR CERTAINES DELEGATIONS AU SUJET DE L'ARRANGEMENT EXISTANT, -EN PLUS DE CELLES DEJA EXPRIMEES PAR LES MINISTRES DE L'OCDE- LE VICE-PRESIDENT NATALI A INDIQUE QUE SI IL EXISTE UN SENTIMENT GENERAL DANS LE CONSEIL QU'UN TEL ACCORD DEVRAIT ETRE AMELIORE, LA COMMISSION AGIRA DE FACON APPROPRIEE.

D'AUTRE PART, LA RECOMMANDATION DE DECISION DU CONSEIL SUR LA POSITION A ADOPTER PAR LA COMMUNAUTE LORS DES NEGOCIATIONS INTERNATIONALES SUR LA MODIFICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DE L'ARRANGEMENT BENEFICIAINT D'UN SOUTIEN PUBLIC VIENT D'ETRE APPROUVEE PAR LA COMMISSION.

CE DOCUMENT CONTIENT DES PROPOSITIONS VISANT A UNE AMELIORATION DE LA TRANSPARENCE EN MATIERE DE CREDITS D'AIDES LIEES, EN CONFORMITE AVEC LES SOUHAITS EXPRIMES PAR LES MINISTRES DE L'OCDE EN MAI DERNIER.

LA COMMISSION A DEMANDE QUE CE PROJET SOIT DISCUTE PROCHAINEMENT AU CONSEIL. IL EST PREVU EGALEMENT QUE LE CONSEIL DISCUTE D'UN MANDAT DE NEGOCIATION POUR LES CREDITS A L'EXPORTATION DES AERONEFS.

4.11 COCOA : UN CONFERENCE

THE SECOND SESSION OF THE CONFERENCE TO NEGOTIATE A FOURTH AGREEMENT OPENED IN GENEVA ON 8 OCTOBER AND IS SCHEDULED TO CONTINUE UNTIL 26 OCTOBER, AND POSSIBLY 2 NOVEMBER.

MAIN NEGOTIATIONS ARE NOW TAKING PLACE IN A SMALL CONTACT GROUP. THE COMMISSION ON BEHALF OF THE COMMUNITY, WHOSE ROLE IS CRUCIAL SINCE IT IS THE LARGEST CONSUMER WITHIN THE COCOA AGREEMENT, ELABORATED ITS IDEA OF MARKET WITHDRAWALS RATHER THAN COUNTRY QUOTAS WHICH SEEMS NOW, AT LEAST IMPLICITLY, ACCEPTED BY PRODUCERS. THE PRESIDENT OF THE CONTACT GROUP (FREMON, FRANCE) HAS BEEN ASSIGNED THE TASK OF PRODUCING THE BASIS OF A DRAFT AGREEMENT TAKING IN THE MAIN ECONOMIC FEATURES (PRICE MECHANISM, BUFFER STOCK, COMPLEMENTARY MEASURES). THIS, FROM 24 OCTOBER, FORM THE BASIS OF NEGOTIATIONS IN CONTACT GROUPS. THE COMMISSION TEAM WILL CONTINUE WORKING FOR A SUCCESSFUL OUTCOME TO NEGOTIATIONS.

4.12 ECE : ROLE DE LA FEMME (VIENNE 15/19.10)

THE COMMUNITY PARTICIPATED IN A SEMINAR ON "THE ECONOMIC ROLE OF WOMEN IN THE ECE REGION" WHICH WAS HELD IN VIENNA, AT THE INVITATION OF THE AUSTRIAN GOVERNMENT. THIS SEMINAR CONSTITUTED THE CONTRIBUTION OF THE ECONOMIC COMMISSION FOR EUROPE (ECE) TO THE WORLD CONFERENCE TO REVIEW AND APPRAISE THE ACHIEVEMENTS OF THE UNITED NATIONS DECADE FOR WOMEN : EQUALITY, DEVELOPMENT AND PEACE, TO BE HELD IN NAIROBI IN JULY 1985.

NATIONAL AND INTERGOVERNMENTAL DELEGATIONS, INCLUDING THE EUROPEAN COMMUNITY, REPORTED ON THEIR EXPERIENCES AND POLICIES REGARDING THE PARTICIPATION OF WOMEN IN ECONOMIC DEVELOPMENT, AND UPDATED THE 1980 ECE REPORT.

THE SEMINAR ADOPTED A SERIES OF CONCLUSIONS AND RECOMMENDATIONS WHICH, TOGETHER WITH ITS REPORT, WILL BE MADE AVAILABLE TO THE NEXT MEETING OF THE UN COMMISSION ON THE STATUS OF WOMEN, ACTING AS PREPARATORY BODY FOR THE WORLD CONFERENCE.

MEETINGS TO CO-ORDINATE THE POSITION OF THE COMMUNITY WERE HELD, AND ITS VIEWS WERE EXPRESSED IN STATEMENTS BY THE IRISH PRESIDENCY.

4.13 MEDITERRANEE : PROTECTION ENVIRONNEMENT

NOUS RENDRONS COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE DES CONCLUSIONS DE LA REUNION SUR CETTE REUNION QUI SE POURSUIT ENCORE A BRUXELLES.

5. QUESTIONS DIVERSES

QUESTIONNAIRE SUR LE TELEX HEBDOMADAIRE

NOUS ATTENDONS ENCORE PLUSIEURS REPONSES AU QUESTIONNAIRE ANNEXE A MA NOTE CIRCULAIRE DU 17 SEPTEMBRE, RETARDANT AINSI L'ANALYSE DU DEPOUILLEMENT DONT LES RESULTATS SERAIENT CEPENDANT FORT UTILES.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

64215 EURCOM UW
21877 COMEU B